

MONTHLY HOUSE VIEW

MARS 2026

Êtes-vous prêts ?

01	ÉDITORIAL Êtes-vous prêts ?	P3
02	MACROÉCONOMIE & STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT Chaises musicales : gagnants, perdants et rotation de marché	P4
03	FOCUS Minéraux critiques et métaux de base : défis et opportunités ?	P8
04	PERSPECTIVES DE MARCHÉ L'Asie : Opportunité au cœur des mutations mondiales	P10
05	MARKET MONITOR Aperçu des données de marché	P12
06	DÉCOUVREZ L'ÉQUIPE	P13
07	GLOSSAIRE	P14
08	AVERTISSEMENT	P15



**Delphine
DI PIZIO TIGER**
Deputy Global Head of
Investment Management

Chère lectrice, Cher lecteur,

L'ombre du général de Gaulle a plané sur la Conférence de Munich sur la Sécurité, qui s'est tenue en février. Le chancelier allemand Friedrich Merz a plaidé pour une Europe capable de jouer un rôle central sur la scène internationale, en insistant sur la nécessité de combiner puissance militaire, technologique et économique, tout en réformant l'Union européenne (UE) pour la rendre moins bureaucratique et plus efficace. La conférence a mis en lumière la fragmentation géopolitique et géoéconomique, qui fragilise les chaînes d'approvisionnement mondiales et Christine Lagarde a encouragé l'Europe à renforcer son autonomie stratégique¹. Pour les investisseurs, la gestion des risques géopolitiques reste essentielle ; toutefois, l'absence d'escalade majeure et la volonté de maintenir le dialogue offrent un cadre favorable à la recherche d'opportunités.

5^{ÈME} ANNÉE DE GUERRE EN UKRAINE

Comme l'a souligné Friedrich Merz, la Russie représente 1/10^{ème} du PIB de l'Europe, et pourtant « l'Europe n'est pas dix fois plus puissante que la Russie aujourd'hui. Notre potentiel militaire, politique, économique et technologique est immense, mais nous sommes loin de l'avoir pleinement exploité. » La Russie s'est organisée autour d'une économie de guerre, la plaçant dans un « mode survie » complexe, qui épuise les ressources du pays et détruit progressivement tout potentiel futur, sans pour autant provoquer un effondrement. Le déficit se creuse tandis que les recettes liées au pétrole et au gaz ont diminué de 50 % en un an. Un arrêt de la guerre pourrait vraisemblablement entraîner une crise économique et budgétaire majeure en Russie, alors que le secteur de la défense représente désormais 8 % du PIB.

VERS UNE PROBABLE NOUVELLE ORGANISATION DU SYSTÈME MONÉTAIRE

Dans ce contexte géopolitique complexe et de « révolution industrielle majeure » liée à l'intelligence artificielle (IA), la volatilité des devises, notamment du dollar, renforce l'attractivité des métaux précieux comme instruments de couverture. Le dollar, autrefois valeur refuge, est désormais aussi mis à l'épreuve comme monnaie de transaction et de réserve. Les *stablecoins* (monnaies digitales stables), grâce à leur simplicité de paiement et leur pouvoir de désintermédiation, prennent une importance croissante. La plateforme

Tether, par exemple, pèse plusieurs centaines de milliards de dollars et place sa trésorerie dans des T-Bills américains, devenant ainsi le 7^{ème} plus gros détenteur de dette américaine, devant l'Allemagne. Parallèlement, des alternatives de la part des pays émergents se préparent, telles que « BRICS Pay² », adossée à la *blockchain*, qui pourraient concurrencer les *stablecoins*. Ces évolutions annoncent une révolution financière majeure, redéfinissant les systèmes de paiement internationaux et les instruments de réserve.

ASIE : LA GLOBALISATION NE DISPARAÎT PAS, ELLE SE DÉPLACE

L'avenir de la monnaie mondiale de transaction pourrait reposer sur un système désintermédié comme « BRICS Pay », reflétant l'évolution continue de la mondialisation et la recherche d'alternatives aux infrastructures financières traditionnelles—tout en préservant les monnaies locales. La globalisation se déplace vers l'Asie, où des nations comme l'Inde, l'Indonésie et le Vietnam montrent une croissance robuste. Avec des chaînes d'approvisionnement diversifiées et une place centrale dans la chaîne de valeur liée à l'IA, l'Asie devient un centre clé pour les investissements étrangers.

MINÉRAUX ET MÉTAUX : LA NOUVELLE RUÉE VERS L'OR

Le cuivre, l'aluminium, le nickel, les terres rares ou encore le lithium, sont essentiels à la transition énergétique, à l'innovation technologique et à la défense, mais leur approvisionnement mondial présente des défis majeurs, notamment une forte dépendance à la Chine et des risques de pénurie. La demande, notamment pour le cuivre, devrait croître fortement d'ici 2050, alors que la découverte de nouveaux gisements ralentit et que les goulets d'étranglement dans l'extraction s'intensifient. Ce contexte et les transformations des rapports de force à l'échelle mondiale appellent à la vigilance, mais aussi au discernement. Les enseignements de Munich 2026 rappellent que l'incertitude géopolitique est désormais une donnée structurelle. Toutefois, des poches d'opportunités subsistent, notamment en Asie, où les réformes en cours pourraient porter leurs fruits. Plus que jamais, une gestion active et sélective s'impose pour naviguer avec succès dans les mois à venir.

Très bonne lecture !

1- La stratégie consiste à relocaliser la production clé dans la zone euro afin de réduire la dépendance extérieure et à diversifier les partenariats pour protéger l'économie européenne contre les perturbations provenant d'une seule source.

2 - Un système de paiement décentralisé basé sur la *blockchain* pour les BRICS vise à permettre des transactions transfrontalières sécurisées et directes en monnaies locales, réduisant la dépendance au dollar américain et à SWIFT.

Chaises musicales : gagnants, perdants et rotation de marché



Bénédicte KUKLA
Chief Strategist

Kevin Warsh a été nommé en tant que nouveau président de la Réserve fédérale (Fed), rassurant quant à l'indépendance de l'institution, mais avec une seule voix, l'équilibre du Comité – et nos perspectives – restent inchangés. La Première ministre japonaise Sanae Takaichi a consolidé sa position lors d'une élection décisive, mais les attentes demeurent élevées. Alors que la disruption liée à l'intelligence artificielle (IA) redéfinit les gagnants et les perdants, la diversification reste essentielle dans un contexte de rotation continue des marchés.

SCÉNARIO MACROÉCONOMIQUE

ÉTATS-UNIS : NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA FED, MÊME CAP

La dynamique économique est restée solide aux États-Unis au quatrième trimestre 2025 malgré la fermeture du gouvernement. La consommation ayant été robuste en octobre et novembre, tandis que les enquêtes auprès des entreprises ont signalé une croissance continue (avec un rebond notable de l'indice ISM manufacturier), et l'investissement a été soutenu par l'activité des centres de données. Les anticipations de croissance du PIB américain ont été continuellement révisées à la hausse (jusqu'à 2,4 %), se rapprochant de notre prévision (tableau 1, page 5). Une consommation forte qui masque une divergence significative entre les groupes de revenus, visible dans le patrimoine net, le sentiment et les dépenses. Nous considérons que les potentielles mesures d'accessibilité de Donald Trump (plafonnement des taux de cartes de crédit et chèques de dividendes³) constituent un risque haussier pour la croissance 2026, bien que nombre d'annonces semblent davantage politiques que réalistes. Néanmoins, la croissance réelle des revenus reste positive et la consommation devrait être soutenue par des baisses d'impôts et la désinflation en cours. L'inflation américaine a débuté l'année à 2,4 %, en dessous des attentes et à son plus bas niveau depuis le « *Liberation Day* » (Jour de la libération). L'indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie (Core CPI) a ralenti à 2,5 % grâce à la désinflation dans le logement et les voitures d'occasion. Le marché de l'emploi envoie des signaux mitigés et la fiabilité des données est remise en question.

Le rapport solide de janvier (+130 000 emplois) a rassuré les marchés, mais les conditions du marché du travail restent difficiles et nous anticipons une stabilisation des embauches. La nomination de Kevin Warsh à la tête de la Fed ne modifie pas notre anticipation d'une seule baisse de taux cette année. Nous nuanceons sa posture accommodante quant à l'impact de l'IA sur l'inflation avec notre attente que l'IA soutiendra également les prix des matières premières et la demande de biens d'équipement. Globalement, notre scénario de croissance robuste et d'inflation légèrement supérieure à la cible ne justifie pas une Fed plus accommodante en 2026.

ZONE EURO : DÉFIS EXTERNES, RÉFORME INTERNE

Nous avons révisé à la hausse de 20 points de base (pb) notre prévision de croissance du PIB de la zone euro pour 2026, à 1,4 %, soutenue par une consommation résiliente, un faible chômage et les premiers signes d'amélioration de l'industrie allemande. Les vents contraires externes persistent, notamment avec des exportations vers les États-Unis en baisse (-12 %), mais les exportations vers la Chine ont rebondi en décembre (+11 %). La Banque centrale européenne (BCE) est restée concentrée sur les réformes structurelles du marché unique européen lors de sa réunion de janvier, plutôt que sur l'impact de la vigueur de l'euro sur l'inflation. Nous anticipons toujours une nouvelle baisse de taux de 25 pb en 2026, l'inflation étant restée inférieure à l'objectif de la banque centrale en janvier (à 1,7 %) et les risques baissiers sur les prix des biens de l'UE demeurant malgré la récente hausse des prix du gaz.



INFLATION AMÉRICAINE :

retour aux niveaux d'avant les droits de douane ?

3 - Versements directs en espèces du gouvernement aux ménages, souvent sous forme de mesures de relance ou d'aide économique.

Fait important, la volonté politique de réforme s'intensifie : lors de la retraite informelle du 12 février 2026, les dirigeants de l'UE ont convenu de faire de 2026 l'année de la compétitivité, avec des réformes concrètes et une intégration de marché approfondie à formaliser lors du Conseil européen de mars. Des initiatives telles que la création du « 28^{ème} Régime⁴ » pourraient renforcer l'intégration et la compétitivité des entreprises européennes, soutenant la capacité de la région à relever les défis externes et à libérer de nouvelles opportunités de croissance. Le Fonds monétaire international (FMI) estime que les barrières persistantes au marché unique de l'UE équivalent encore à un tarif de 110 % sur les services.

CROISSANCE ASIATIQUE SOUTENUE PAR LES POLITIQUES

En Chine, le discours officiel reste stable – le soutien politique sous-tend une croissance projetée à 4,7 %, tandis que l'inflation demeure bien en dessous de 1 %. Pourtant, sous la surface, un écart croissant entre l'activité pilotée par l'État et l'entrepreneuriat laisse entrevoir des dynamiques plus profondes.

L'Inde continue de briller en tant que championne de la croissance régionale. Avec un PIB attendu en hausse entre 6,5 % et 7,0 % en 2025, l'histoire est celle d'une demande intérieure dynamique, d'infrastructures ambitieuses et d'investissements robustes. Grâce à deux nouveaux accords commerciaux avec les États-Unis et l'Europe, la croissance des exportations indiennes devrait également se redresser (les États-Unis ont réduit leur taux de droits de douane pour l'Inde de 50 % à 18 %, contre 30 % pour la Chine et 15 % pour le Japon).

L'inflation reste globalement maîtrisée, bien que les récentes tensions sur les prix alimentaires et des matières premières soient à surveiller. La politique de la Banque centrale indienne devrait rester favorable à la croissance.

Le Japon aborde l'année avec un sentiment de renouveau après une élection décisive, offrant aux décideurs un mandat clair pour la réforme. La croissance modérée est de retour (+0,1 % en variation trimestrielle au quatrième trimestre 2025 après -0,7 % au troisième trimestre) et l'inflation ralentit (2,1 % en décembre 2025 contre 2,9 % le mois précédent, le niveau le plus bas depuis mars 2022) – offrant à la Banque du Japon la marge de manœuvre pour suspendre la hausse des taux. Le Japon marche sur une corde raide en matière de coordination des politiques dans l'espoir de relancer la demande intérieure, notamment en baissant les impôts et en réduisant l'épargne des entreprises via des partenariats public-privé. Par ailleurs, la balance commerciale est de nouveau excédentaire, aidée par la faiblesse du yen. Une dette publique élevée (230 % du PIB) est compensée par d'importants actifs détenus à l'étranger et une détention majoritairement domestique, ce qui limite les risques financiers.



INDE :
Les États-Unis abaissent les droits de douane de
50 %
à
18 %

TABLEAU 1 : PRÉVISIONS MACROÉCONOMIQUES 2025-2027, %

● Prévisions à la baisse depuis la dernière édition

● Prévisions à la hausse depuis la dernière édition

	PIB			INFLATION		
	2025	2026	2027	2025	2026	2027
États-Unis	2,2 %	2,7 %	2,1 %	2,7 %	2,5 %	2,3 %
Zone euro	1,5 %	1,4 %	1,8 %	2,1 %	1,8 %	2,1 %
Chine	4,9 %	4,7 %	4,3 %	0,2 %	0,6 %	1,3 %
Japon	1,2 %	1,3 %	1,3 %	3,2 %	1,7 %	1,9 %
Monde	3,0 %	3,1 %	3,0 %	-	-	-

Source : Indosuez Wealth Management.

4 - Un ensemble unique et harmonisé de règles pour les entreprises innovantes et les startups à travers l'Union européenne.



Jean-Marc TURIN, CFA
Head of Patrimonial Funds

NOS CONVICTIONS EN MATIÈRE D'ALLOCATION D'ACTIFS

ACTIONS

Alors que les marchés actions enregistrent des gains décents en ce début 2026, une rotation marquée s'opère en profondeur. Les valeurs du secteur des logiciels subissent une pression significative. Même si les résultats trimestriels de sociétés telles que Microsoft et SAP sont fondamentalement solides, leurs cours ont chuté d'environ 30 % depuis novembre. Les investisseurs craignent de plus en plus que l'IA ne représente une menace existentielle pour les modèles économiques traditionnels des entreprises de logiciels, transformant certains des anciens gagnants de l'IA en perdants apparents.

Comme souvent, les marchés ont tendance à surréagir. Bien que certaines inquiétudes soient justifiées pour des entreprises spécifiques, ces dislocations créent aussi des opportunités attractives. Les mouvements actuels sont amplifiés par la structure du marché : une grande part des volumes de transactions provient désormais des fonds indiciels, *hedge funds* (fonds spéculatifs) et investisseurs particuliers, des groupes généralement plus sensibles à la dynamique de marché.

Aux États-Unis, la rotation est clairement visible en comparant le S&P 500 à son équivalent équilibré. L'indice équilibré - attribuant 0,2 % à chaque composant - surperforme de plus de 5 % pour la première fois depuis 2022, tandis que les « 7 Fantastiques », qui représentent plus de 30 % du S&P 500, reculent de plus de 7 % depuis le début de l'année. Un schéma similaire se dessine sur les marchés émergents. La dispersion des performances depuis le début de l'année est significative : des marchés comme la Chine et l'Inde sont restés globalement stables, tandis que la Corée, Taïwan et le Brésil ont démarré l'année avec de fortes performances.

Nos portefeuilles naviguent plutôt bien dans cet environnement volatil. L'élargissement des performances de marché était l'une de nos convictions majeures pour 2026, comme souligné dans notre [Global Outlook](#), et nous mettons en œuvre cette vision via deux leviers principaux. Premièrement, aux États-Unis, nous investissons au-delà des « 7 Fantastiques », notamment via les petites capitalisations, que nous avons renforcées ces derniers mois. Deuxièmement, nous augmentons la diversification hors actions américaines.

Dans l'ensemble, malgré le regain de tensions géopolitiques et des épisodes de revalorisation sectorielle, le contexte reste constructif pour les actifs risqués selon nous. Les perspectives de croissance demeurent résilientes, l'inflation continue de s'atténuer dans les principales régions et les conditions financières restent favorables. Dans ce contexte, le scénario « Boucles d'Or » reste intact et nous maintenons une surpondération en actions.

Aux États-Unis, les perspectives de croissance restent encourageantes, portées par des résultats d'entreprises très robustes et des investissements massifs dans les secteurs liés à l'IA. Si les valorisations américaines se sont légèrement améliorées, elles demeurent élevées par rapport à d'autres régions - principalement en raison de la concentration dans les « 7 Fantastiques » - tandis que les valorisations sur l'ensemble du marché américain semblent plus raisonnables. Dans ce contexte, nous maintenons une stratégie « Barbell » : exposition sélective à la big tech, qui continue d'afficher une forte croissance des bénéficiaires, tout en équilibrant avec des positions sur les petites et moyennes capitalisations et des stratégies orientées *Value*.

Les marchés émergents demeurent l'une de nos convictions fortes. Ils offrent actuellement le meilleur des deux mondes : une dynamique bénéficiaire solide et des valorisations encore attractives. Un dollar faible constitue également un soutien. De plus, plusieurs pays émergents occupent une position stratégique dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, notamment dans les semi-conducteurs, matériaux et composants essentiels tant au développement de l'IA qu'à la défense. Le Japon a bien performé récemment, mais la majeure partie des gains provient de l'expansion des multiples, ce qui signifie que les valorisations ne sont pas si bon marché. Un yen plus fort pourrait également représenter un risque pour les actions japonaises. Pour ces raisons, nous continuons de privilégier les marchés émergents au détriment du Japon.

L'Europe reste un pilier important de notre allocation actions. Les valorisations demeurent attrayantes en relatif, même si la dynamique bénéficiaire reste plus mitigée. L'incertitude politique persiste comme un vent contraire, mais l'Europe bénéficie aussi de sa faible exposition au secteur technologique, récemment sous pression. Au sein de l'Europe, nous continuons de privilégier les petites et moyennes capitalisations ainsi que les stratégies *Value*, qui devraient profiter de conditions de financement améliorées et des premiers signes de reprise économique.



ÉQUIPONDÉRÉS
et
PETITES
CAPITALISATIONS
SURPERFORMENT
nettement

TAUX ET MARCHÉS DU CRÉDIT

Côté obligataire, nous maintenons une préférence pour le crédit *investment grade* (IG), qui reste selon nous le segment le plus attractif. Les bilans des entreprises demeurent sains et l'environnement de croissance modérée devrait maintenir les bénéfices bien orientés. Ces dernières semaines, les investissements liés à l'IA ont déclenché une vague d'émissions obligataires chez certains *hyperscalers* et dans le secteur technologique au sens large. Si le poids du secteur technologique reste modeste dans l'IG, le *high yield* (HY) et surtout le crédit privé y sont bien exposés, un segment à surveiller de près.

Les taux ont légèrement baissé alors que l'inflation continue de reculer et que le marché du travail envoie des signaux mitigés. Aux États-Unis, la nomination de Kevin Warsh à la tête de la Fed a apaisé les craintes relatives à des candidats moins conventionnels. Les rendements à long terme ont baissé le mois dernier, éloignant davantage les taux de la « zone de danger » pour les actions. Fait important, la corrélation actions-obligations évolue dans un sens constructif, renforçant le rôle des obligations d'État comme diversifiant efficace de portefeuille.

Enfin, la dette émergente en devise locale reste l'une de nos convictions clés au niveau obligataire. Ce segment continue d'offrir un portage attractif tandis que les perspectives pour les devises émergentes sont constructives.

DEVICES

Malgré la vigueur de la dynamique économique américaine, nous restons prudents sur le dollar. La nomination de Kevin Warsh a apporté un soulagement temporaire, mais la diversification hors du dollar se poursuit – illustrée notamment par le régulateur chinois incitant les banques à réduire leur exposition aux bons du Trésor américain.

Le mois dernier, nous avons accru notre exposition au yen japonais, qui reste sous-évalué malgré un resserrement significatif des différentiels de taux avec les autres grandes économies. La victoire écrasante de la Première ministre Sanae Takaichi n'a pas fait baisser le yen, ce qui signifie que de nombreuses mauvaises nouvelles sont déjà intégrées. En cas de regain de volatilité, le yen pourrait bénéficier de flux de rapatriement.

Nous maintenons une position constructive sur le renminbi chinois face au dollar. Pour le franc suisse, nous anticipons une stabilité relative face à l'euro, la Banque nationale suisse (BNS) cherchant probablement à éviter une appréciation excessive tant que l'inflation reste sous sa cible.

Enfin, après une correction saine, nous restons constructifs sur l'or, les moteurs de long terme demeurant inchangés. Les tensions géopolitiques persistantes, la diversification continue des banques centrales et les préoccupations autour de la soutenabilité de la dette souveraine contribuent à un contexte favorable pour le métal jaune.

CONVICTIONS CLÉS – POSITION TACTIQUE

○ 15.01.2026

● 12.02.2026



Source : Indosuez Wealth Management.

Minéraux critiques et métaux de base : défis et opportunités ?



Muriel ABOUD
SCHIRMANN

Head of Advisory Solutions

Les minéraux critiques et les métaux de base s'imposent comme des piliers essentiels de la croissance industrielle, avec des implications géopolitiques majeures. Leur rôle stratégique dans l'électrification, la transition énergétique, les technologies avancées et la défense offre d'immenses opportunités mais soulève aussi des défis complexes liés aux chaînes d'approvisionnement mondiales.



Cyril SUTER, CFA
Active Advisor

MÉTAUX DE BASE : UNE DEMANDE TIRÉE PAR L'ÉLECTRIFICATION

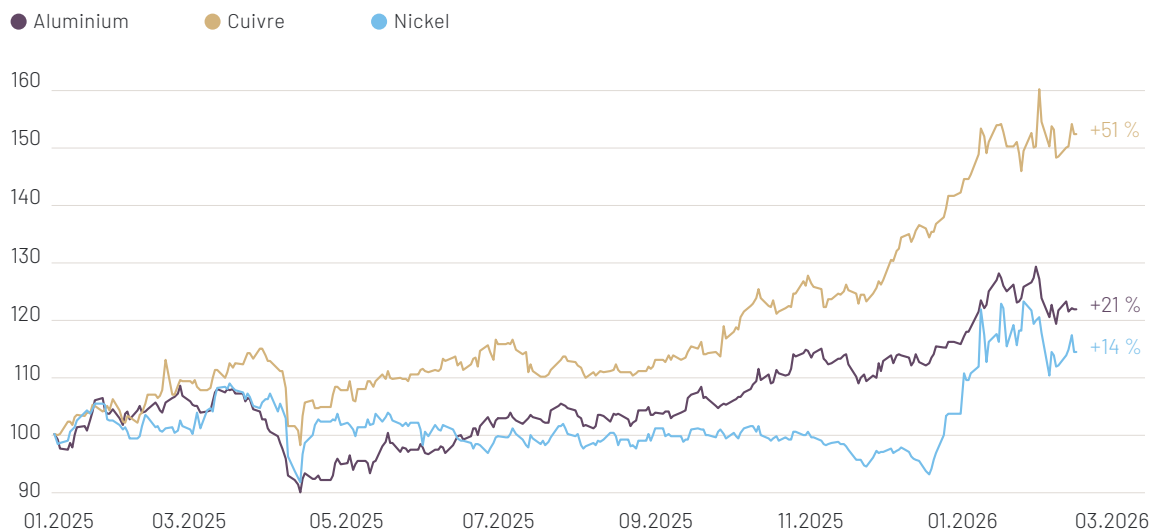
Les métaux de base, en particulier le cuivre, jouent un rôle clé dans la transition énergétique mondiale. Souvent qualifié de « métal de l'électricité », le cuivre est indispensable grâce à son exceptionnelle conductivité. Actuellement, environ 45 % de la demande de cuivre est liée à l'électrification, incluant réseaux électriques, véhicules électriques, énergies renouvelables et centres de données. Cette part pourrait atteindre 60 % d'ici 2030-2035. La demande totale de cuivre devrait augmenter significativement, avec une hausse estimée à 70 % d'ici 2050⁵. Cependant, la découverte de nouveaux gisements de cuivre a fortement diminué, et les goulets d'étranglement dans l'exploration et l'extraction menacent de créer une pénurie structurelle d'ici 2030. En moyenne, il faut environ 18 ans pour qu'une mine de cuivre passe de la découverte à la pleine production.

L'aluminium et le nickel, qui figurent parmi les trois principaux métaux industriels consommés au monde avec le cuivre, sont également essentiels (graphique 1). L'aluminium est largement utilisé dans la construction, les transports et l'emballage grâce à sa polyvalence et sa légèreté. Le nickel, quant à lui, est critique pour sa résistance à la corrosion, sa stabilité thermique et ses capacités de stockage d'énergie, ce qui en fait un composant clé des batteries de véhicules électriques.

MINÉRAUX CRITIQUES : CLÉS DE LA TECHNOLOGIE, LA DÉFENSE ET L'ÉNERGIE

Les minéraux critiques, tels que les terres rares et le lithium, sont indispensables aux avancées technologiques et intégrés dans de nombreux produits du quotidien, comme les ordinateurs portables et les téléviseurs. Par exemple, un *smartphone* contient jusqu'à 130 grammes de minéraux critiques,

GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DES 3 PRINCIPAUX MÉTAUX INDUSTRIELS DEPUIS LE 01.01.2025



Sources : Bloomberg, Indosuez Wealth Management (2026).

5 - Groupe international d'étude sur le cuivre (GIEC).



LES ÉNERGIES RENOUVE- LABLES dépendent fortement des MINÉRAUX CRITIQUES

dont l'indium pour les écrans tactiles, le lithium pour les batteries et les terres rares pour les aimants des haut-parleurs et microphones.

Dans la défense, les terres rares jouent un rôle stratégique crucial. Les aimants en néodyme et samarium sont essentiels pour les technologies militaires nécessitant fiabilité et résistance à la chaleur. Par exemple, un avion de chasse F-35 requiert 418 kilogrammes de terres rares pour ses capteurs, missiles et systèmes de guidage de précision. Avec la demande croissante dans la défense, les minéraux critiques sont devenus un enjeu géopolitique majeur.

Les technologies d'énergie renouvelable, telles que l'éolien et le solaire, reposent également fortement sur les minéraux critiques, dont le néodyme pour les aimants des turbines. Les véhicules électriques nécessitent six fois plus de minéraux critiques que les véhicules thermiques, avec une demande de lithium qui devrait quadrupler d'ici 2040⁶.

Cependant, la Chine domine le marché des terres rares, et cette dépendance crée une vulnérabilité majeure pour les pays occidentaux, qui cherchent activement à diversifier leurs chaînes d'approvisionnement via des alliances stratégiques, des investissements dans l'extraction locale et des technologies de recyclage.













L'IMPORTANCE CROISSANTE DU RECYCLAGE DES MÉTAUX













Le recyclage des métaux est une solution essentielle pour répondre à la raréfaction des ressources tout en favorisant la durabilité et en soutenant les objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Avec une croissance annuelle prévue de 5,4 % jusqu'en 2034, le marché du métal recyclé prospère, mené par les métaux ferreux avec une taille de marché de 100 milliards de dollars. Des secteurs clés comme la construction (26,5 % du marché), l'automobile et l'aéronautique s'appuient fortement sur les matériaux recyclés pour réduire les coûts, la consommation d'énergie et l'impact environnemental.

Géographiquement, l'Amérique du Nord domine le marché du métal recyclé, portée par les progrès technologiques et un fort accent sur la durabilité. D'autres régions, dont l'Europe et l'Asie-Pacifique, connaissent également une croissance rapide alors que gouvernements et industries privilégient l'efficacité des ressources et la responsabilité environnementale.

L'avenir des minéraux critiques et des métaux de base réside dans l'innovation, les pratiques durables et la diversification des chaînes d'approvisionnement. Relever les défis mondiaux tels que la rareté des ressources, les dépendances géopolitiques et l'impact environnemental nécessitera des efforts collaboratifs entre industries et gouvernements. En privilégiant le recyclage et en favorisant des partenariats stratégiques, ces ressources essentielles pourront être sécurisées pour soutenir une croissance industrielle durable et le progrès technologique.

TABLEAU 2 : PRINCIPAUX PRODUCTEURS DE MINÉRAUX (PART DE LA PRODUCTION MINIÈRE)

COBALT		
	République démocratique du Congo	75,9 %
	Indonésie	9,7 %
	Russie	3,0 %
OR		
	Chine	11,5 %
	Russie	9,4 %
	Australie	8,8 %
NICKEL		
	Indonésie	59,5 %
	Philippines	8,9 %
	Russie	5,7 %
ARGENT		
	Mexique	25,2 %
	Chine	13,2 %
	Pérou	12,4 %

CUIVRE		
	Chili	23,0 %
	République démocratique du Congo	14,4 %
	Pérou	11,7 %
LITHIUM		
	Australie	36,7 %
	Chili	20,4 %
	Chine	17,1 %
TERRES RARES		
	Chine	69,2 %
	États-Unis	11,5 %
	Myanmar	8,0 %
URANIUM		
	Kazakhstan	38,7 %
	Canada	23,8 %
	Namibie	12,2 %

Sources : US Geological Survey, *Mineral Commodity Summaries 2024 Data Release*, World Nuclear Association (2024), Indosuez Wealth Management.

6 - Agence internationale de l'énergie (AIE).

L'Asie : Opportunité au cœur des mutations mondiales



Francis TAN
Chief Strategist Asia

Le dynamisme économique, l'élan réformateur et le leadership en innovation de l'Asie en font une région incontournable pour les investisseurs mondiaux. En adoptant une approche diversifiée, sélective et attentive aux risques, les investisseurs peuvent capter la croissance asiatique tout en naviguant dans un environnement réglementaire en mutation.

GLOBALISATION : PAS UN RALENTISSEMENT, MAIS UNE TRANSFORMATION

Contrairement au discours dominant sur la déglobalisation, le monde est, à bien des égards, devenu plus interconnecté – notamment hors des États-Unis. Depuis 2018, alors que les importations américaines depuis la Chine ont reculé, les exportations chinoises vers le reste du monde ont continué de croître. Ce qui a changé, c'est la nature même de la mondialisation.

La première vague voyait la Chine exporter des biens vers ses partenaires commerciaux, qui les réexportaient ensuite vers les États-Unis. Aujourd'hui, la production elle-même se déplace vers ces partenaires – en particulier en Asie du Sud-Est – entraînant un transfert de technologies et de savoir-faire qui alimente l'émergence de nouvelles puissances économiques. Identifier ces nouveaux pôles de puissance constitue un thème d'investissement majeur pour les décennies à venir.

À titre d'exemple : la Chine est désormais la deuxième économie mondiale. L'Inde vient de dépasser le Japon pour devenir la quatrième économie en 2025 (graphique 2, page 11), et devrait dépasser l'Allemagne pour la troisième place d'ici 2030. Si l'ASEAN était considérée comme une seule économie, elle se classerait cinquième au niveau mondial. L'Asie ne fait pas que grossir – elle s'enrichit, avec une classe moyenne en plein essor représentant un vaste marché pour les biens, services et investissements.

Pour les gestionnaires de fortune et investisseurs, cela signifie que le gâteau n'est pas simplement partagé différemment ; il s'agrandit, offrant des opportunités inédites à ceux qui savent regarder au-delà des marchés traditionnels.

L'IMPORTANCE DE LA DIVERSIFICATION MONDIALE

L'Asie demeure la région économique la plus dynamique au monde, offrant aux investisseurs une combinaison attrayante de croissance, d'innovation et de transformation structurelle. Alors que les capitaux mondiaux recherchent des opportunités résilientes et à haut rendement, la diversité des marchés asiatiques – portée par l'expansion robuste de l'Inde, la reprise sélective de la Chine et l'essor industriel de l'Asie du Sud-Est – présente des perspectives différenciées selon les classes d'actifs et les thèmes d'investissement.

L'Inde se distingue comme moteur central de la croissance régionale, avec un PIB attendu en hausse de 7,5 % pour l'exercice 2026. Cette perspective macroéconomique solide, soutenue par des réformes fiscales ambitieuses, une consommation relancée et un dividende démographique robuste, justifie une allocation de long terme aux grandes capitalisations indiennes, qui offrent visibilité sur les bénéfices et sécurité des valorisations.

Nous anticipons une modération de la croissance chinoise autour de 4,7 % en 2026 (4,3 % en 2027), mais des opportunités ciblées subsistent dans les secteurs alignés sur le plan quinquennal du gouvernement, tels que l'innovation en intelligence artificielle (IA), les véhicules électriques, les technologies vertes, la biopharmacie, les matériaux avancés et la consommation domestique de qualité. Ici, une approche sélective et active axée sur les secteurs alignés sur les politiques publiques est judicieuse, avec une diversification au-delà des valeurs technologiques traditionnelles pour gérer les risques réglementaires.



Hausse des
**EXPORTATIONS
CHINOISES,**
recul de la
**DEMANDE
AMÉRICAINE**

L'Asie du Sud-Est bénéficie de la stratégie de diversification des chaînes d'approvisionnement « China Plus One », avec une croissance attendue du PIB 2026 menée par le Vietnam (7,6 %), les Philippines (5,2 %) et l'Indonésie (5,1 %). Une demande intérieure forte et des investissements directs étrangers records transforment la région en un pôle industriel clé.

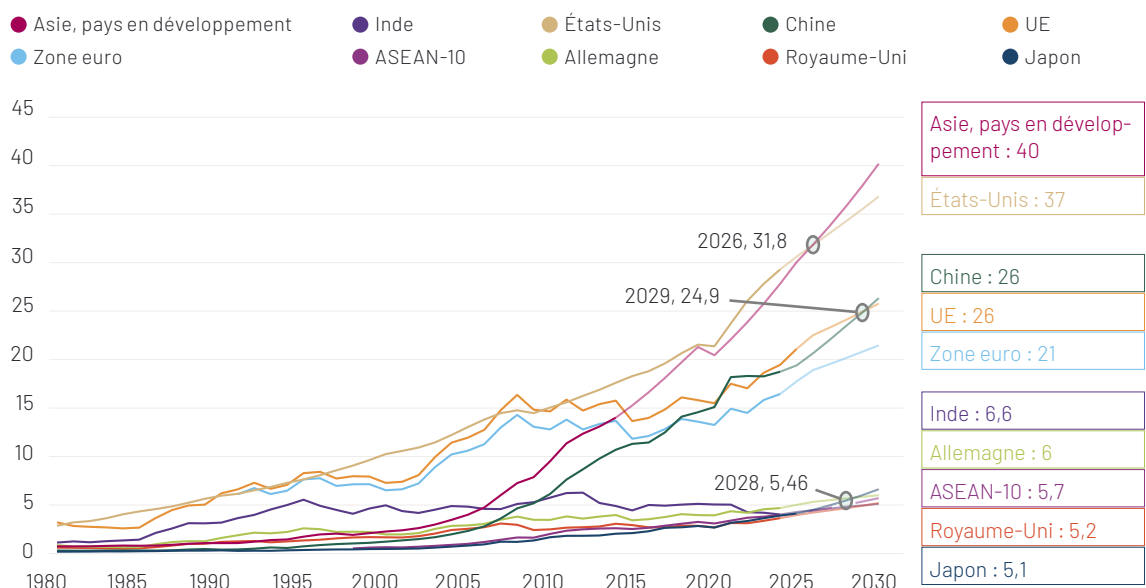
Des pays comme le Vietnam, la Malaisie et la Thaïlande attirent les investissements directs à l'étranger (IDE) dans l'électronique, le textile et l'automobile, tandis que la Malaisie renforce son industrie des semi-conducteurs et Singapour se distingue dans la gouvernance de l'IA et les infrastructures de centres de données. L'Indonésie mise sur ses réserves de nickel pour la production de batteries, et la Thaïlande vise une part significative de la production de véhicules zéro émission d'ici 2030. L'essor manufacturier crée aussi une demande pour la logistique moderne, les parcs industriels et les centres de données. Toutefois, les investisseurs doivent rester attentifs aux risques tels que la volatilité géopolitique, l'incertitude politique domestique et déficits de talents ou d'infrastructures, même si la résilience et l'élan réformateur de la région offrent des opportunités de long terme convaincantes.

L'ASEAN COMPLÈTE LE RESTE DE L'ASIE

À travers l'Asie, la digitalisation et l'IA demeurent des thèmes d'investissement dominants. Au-delà de la technologie américaine, Taïwan et la Corée du Sud offrent une exposition aux chaînes d'approvisionnement de serveurs IA et aux semi-conducteurs. La Malaisie et Singapour bénéficient également de « l'effet accélérateur » lié à la demande de serveurs IA. Néanmoins, certaines actions liées à l'IA sont « valorisées à la perfection » et de nouvelles hausses dépendront de la capacité des entreprises à dépasser les attentes en matière de résultats, tandis que les segments non liés à l'IA et les fonderies matures en Chine font face à des vents contraires structurels.

La Chine ouvre sélectivement des secteurs alignés sur ses objectifs stratégiques, notamment l'IA, la fabrication avancée, l'énergie verte et la consommation intérieure. Les investisseurs devraient adopter une approche active et sélective, en se concentrant sur les secteurs soutenus par la politique et en diversifiant au-delà de la technologie. Bien que les changements réglementaires puissent entraîner une volatilité à court terme, ils visent généralement à instaurer un environnement de marché plus durable. Parallèlement, l'intégration régionale via le Partenariat régional économique global (RCEP) approfondit les chaînes d'approvisionnement en ASEAN, avec le Vietnam, la Malaisie et l'Indonésie qui s'imposent comme des économies de connexion clés.

GRAPHIQUE 2 : TAILLE DE L'ÉCONOMIE PAR PIB NOMINAL, MILLE MILLIARDS DE DOLLARS



Sources : Macrobond (2026), Fonds monétaire international (FMI), Indosuez Wealth Management.

DONNÉES AU 25.02.2026

OBLIGATIONS D'ÉTAT	RENDEMENT	VARIATION 4 SEMAINES (PB)	VARIATION ANNUELLE (PB)
Bons du Trésor américain 10 ans	4,03 %	-21,42	-13,80
France 10 ans	3,27 %	-16,90	-29,50
Allemagne 10 ans	2,71 %	-16,80	-14,80
Espagne 10 ans	3,12 %	-11,30	-16,80
Suisse 10 ans	0,24 %	-3,00	-7,70
Japon 10 ans	2,08 %	-19,90	2,40

OBLIGATIONS	DERNIER	VARIATION 4 SEMAINES	VARIATION ANNUELLE
Emprunts d'État émergents	42,79	0,19 %	2,93 %
Emprunts d'État en EUR	216,60	0,79 %	1,27 %
Entreprises haut rendement en EUR	243,91	0,09 %	0,70 %
Entreprises haut rendement en USD	396,58	0,10 %	0,78 %
Emprunts d'État américains	339,01	0,99 %	0,89 %
Entreprises émergentes	46,35	0,37 %	1,05 %

DEVICES	DERNIER SPOT	VARIATION 4 SEMAINES	VARIATION ANNUELLE
EUR/CHF	0,9112	-0,62 %	-2,10 %
GBP/USD	1,3489	-2,60 %	0,10 %
USD/CHF	0,7740	1,68 %	-2,35 %
EUR/USD	1,1772	-2,23 %	0,22 %
USD/JPY	155,87	2,40 %	-0,54 %

INDICE DE VOLATILITÉ	DERNIER	VARIATION 4 SEMAINES (POINT)	VARIATION ANNUELLE (POINT)
VIX	19,55	3,20	4,60

INDICES ACTIONS	DERNIER PRIX	VARIATION 4 SEMAINES	VARIATION ANNUELLE
S&P 500 (États-Unis)	6 890,07	-1,27 %	0,65 %
FTSE 100 (Royaume-Uni)	10 680,59	4,63 %	7,54 %
STOXX Europe 600	629,14	2,61 %	6,24 %
Topix	3 815,98	7,08 %	11,94 %
MSCI World	4 540,38	-0,45 %	2,48 %
Shanghai SE Composite	4 707,54	0,04 %	1,68 %
MSCI Emerging Markets	1 591,64	4,10 %	13,33 %
MSCI Latam (Amérique Latine)	3 268,97	3,20 %	20,66 %
MSCI EMEA (Europe, Moyen-Orient, Afrique)	285,47	-0,36 %	10,13 %
MSCI Asia Ex Japan	1 029,88	4,54 %	12,75 %
CAC 40 (France)	8 519,21	4,49 %	4,54 %
DAX (Allemagne)	24 986,25	0,37 %	2,02 %
MIB (Italie)	46 651,72	2,67 %	3,80 %
IBEX (Espagne)	18 189,50	2,16 %	5,09 %
SMI (Suisse)	13 997,13	5,91 %	5,50 %

MATIÈRES PREMIÈRES	DERNIER PRIX	VARIATION 4 SEMAINES	VARIATION ANNUELLE
Acier (CNY/Tonne)	2 900,00	-5,51 %	-6,60 %
Or (USD/Oz)	5 143,85	-0,70 %	19,09 %
Pétrole brut (USD/Bbl)	65,63	5,19 %	14,30 %
Argent (USD/Oz)	87,51	-17,41 %	23,94 %
Cuivre (USD/Tonne)	13 166,50	1,23 %	5,98 %
Gaz naturel (USD/MMBtu)	2,92	-58,08 %	-20,92 %

Sources : Bloomberg, Indosuez Wealth Management.
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

RENDEMENT MENSUEL DES INDICES, HORS DIVIDENDES

- FTSE100
- Topix
- MSCI World
- MSCI EMEA
- MSCI Emerging Markets
- STOXX 600
- S&P 500
- Shanghai SE Composite
- MSCI Latam
- MSCI Asia Ex Japan

NOVEMBRE 2025	DÉCEMBRE 2025	JANVIER 2026	VARIATION 4 SEMAINES	DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE (25.02.2026)
5,73 %	4,41 %	15,19 %	7,08 %	20,66 %
1,40 %	2,74 %	8,81 %	4,63 %	13,33 %
0,79 %	2,73 %	8,77 %	4,54 %	12,75 %
0,18 %	2,57 %	8,16 %	4,10 %	11,94 %
0,13 %	2,28 %	4,62 %	3,20 %	10,13 %
0,03 %	2,17 %	3,18 %	2,61 %	7,54 %
-1,79 %	0,90 %	2,94 %	0,04 %	6,24 %
-2,46 %	0,73 %	2,19 %	-0,36 %	2,48 %
-2,47 %	-0,05 %	1,65 %	-0,45 %	1,68 %
-2,91 %	-0,45 %	1,37 %	-1,27 %	0,65 %

Sources : Bloomberg, Indosuez Wealth Management.
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

MEILLEURE PERFORMANCE



MOINS BONNE PERFORMANCE



Découvrez l'équipe éditoriale internationale d'Indosuez Wealth Management, dédiée à transmettre avec précision et efficacité les stratégies d'investissement élaborées par nos experts à travers le monde, avec pour ambition de garantir à nos clients un service d'exception.

**Delphine
DI PIZIO TIGER**
Deputy Global Head of
Investment Management

**Alexandre
DRABOWICZ, CAIA**
Global Chief
Investment Officer

**Jérôme
VAN DER BRUGGEN**
Chief Market Strategist

Bénédicte KUKLA
Chief Strategist

Hans BEVERS
Chief Economist
Degroof Petercam

Lucas MERIC
Cross Asset Strategist

Francis TAN
Chief Strategist Asia

Alexandre GAUTHY
Senior Cross-Assets Manager /
Market Forex Strategist

Grégory STEINER, CFA
Global Head of
Asset Allocation

Jean-Marc TURIN, CFA
Head of Patrimonial Funds

Adrien ROURE
Multi-Asset Portfolio Manager

Mafalda DOS SANTOS
Global Head of
Content Marketing

Blockchain : Technologie de stockage et de transmission d'informations, prenant la forme d'une base de données qui a la particularité d'être partagée simultanément avec tous ses utilisateurs et qui ne dépend généralement d'aucun organe central.

BLS : Bureau américain des statistiques de l'emploi (Bureau of Labor Statistics).

BPA : Bénéfice par action.

Brent : Un type de pétrole brut doux, souvent utilisé comme référence du cours du pétrole brut en Europe.

Cycliques : Les (valeurs) Cycliques désignent des entreprises soumises aux fluctuations de l'économie. Ces entreprises enregistrent des bénéfices plus élevés lorsque l'économie est en expansion.

Défensives : Les (valeurs) Défensives désignent des entreprises relativement à l'abri des fluctuations du contexte économique.

Déflation : La déflation est l'opposé de l'inflation. À l'inverse de cette dernière, elle se caractérise en effet par une baisse durable et auto-entretenu du niveau général des prix.

Duration : Elle évalue la sensibilité d'une obligation ou d'un fonds obligataire aux variations des taux d'intérêt. Cette valeur est exprimée en années. Plus la durée d'une obligation est longue, plus son cours est sensible aux variations des taux d'intérêt.

EBIT (Earnings Before Interests and Taxes) : Terme anglo-saxon désignant les bénéfices générés avant la prise en compte des intérêts financiers et des impôts. Ce *ratio*, qui correspond à la notion de résultat d'exploitation, est calculé en soustrayant les dépenses hors exploitation aux bénéfices.

EBITDA (Earnings Before Interests, Taxes, Depreciation and Amortisation) : Ce ratio est calculé en rajoutant les intérêts financiers, les impôts, la dépréciation et les charges d'amortissement aux bénéfices. Il est utilisé pour mesurer la rentabilité du cycle d'exploitation de l'entreprise avant les dépenses hors exploitation et les charges hors caisse.

ESG : Système de notation extra-financière des entreprises sur les piliers Environnement, Social et Gouvernance qui permet d'évaluer la soutenabilité et l'impact éthique d'un investissement dans une société.

Fed : Réserve fédérale américaine, c.-à-d. la banque centrale des États-Unis.

FDIC : Federal Deposit Insurance Corporation est une agence indépendante du gouvernement des États-Unis qui assure les dépôts des particuliers dans les banques et autres institutions financières jusqu'à 250 000 dollars en cas de faillite de la banque.

FMI : le Fonds monétaire international.

FOMC (Federal Open Market Committee) : Il est l'organe de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine.

GENIUS Act : est l'acronyme de Guiding and Establishing National Innovation for US Stablecoins Act est une loi fédérale américaine adoptée en juillet 2025 qui établit un cadre réglementaire pour les *stablecoins*, des cryptomonnaies dont la valeur est adossée à une monnaie fiduciaire comme le dollar américain.

Growth : Le style *Growth* désigne des entreprises dont le chiffre d'affaires et les bénéfices devraient croître à un rythme plus rapide que la moyenne du marché. Les actions *Growth* se caractérisent généralement par des valorisations supérieures à celle du marché dans son ensemble.

IDA : Indice des directeurs d'achat, PMI (Purchasing Manager Index) en anglais.

Indice de surprises économiques : Mesure le niveau de variation des données macroéconomiques publiées par rapport aux anticipations des prévisionnistes.

IPC (indice des prix à la consommation) : Cet indice estime le niveau général des prix auquel est confronté un ménage type sur la base d'un panier de consommation moyen de biens et de services. Il est l'instrument de mesure de l'inflation le plus couramment utilisé.

ISM : Institute for Supply Management, Institut pour la gestion de l'approvisionnement en français.

ISR : Investissement socialement responsable.

Notations : Les notations des obligations vont généralement de AAA (meilleure qualité) à C (qualité la plus faible), dans un ordre décroissant : AAA – AA – A – BBB – BB – B – CCC – CC – C.

Obligations à haut rendement : Les obligations à haut rendement sont de moins bonne qualité que les obligations *investment grade* tout en faisant et pour la plupart d'entre elles, l'objet d'une notation par une agence spécialisée.

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques.

« One Big Beautiful Bill Act » (en français, Grande et belle loi) : Est le nom donné à un projet de loi global de réconciliation budgétaire adopté par le Congrès américain et signé par le président Trump le 4 juillet 2025. C'est une législation vaste et complexe qui comprend de nombreuses dispositions affectant divers aspects de la vie américaine, notamment les impôts, les soins de santé, la politique énergétique, et bien plus encore.

OPEP : Organisation des pays producteurs de pétrole composée de 14 membres.

OPEP+ : Organisation constituée des pays de l'OPEP et de 10 autres pays producteurs, dont la Russie, le Mexique et le Kazakhstan.

OMC : Organisation mondiale du commerce.

PIB (produit intérieur brut) : Mesure le niveau de production de biens et services d'un pays au cours d'une année par les agents résidant à l'intérieur du territoire national.

Point de base (pb) : 1 point de base = 0,01 %.

Point mort d'inflation (ou « inflation breakeven » en anglais) : Niveau d'inflation qui équilibre les rendements des obligations nominales et des obligations indexées sur l'inflation (de maturité et de qualité identiques). En d'autres termes, c'est le niveau d'inflation pour lequel un investisseur est indifférent entre la détention d'une obligation nominale ou d'une obligation indexée sur l'inflation. Il représente ainsi les anticipations d'inflation sur une zone géographique pour une certaine maturité.

Qualité : Le style *Qualité* désigne des entreprises affichant des bénéfices plus élevés et plus réguliers associés à un faible endettement, ainsi que d'autres indicateurs de stabilité des bénéfices et de bonne gouvernance. Les actions de *Qualité* se caractérisent par un rendement élevé des capitaux propres, un ratio dette/capitaux propres raisonnable et une moindre variabilité des bénéfices.

Quantitative easing QE (Assouplissement quantitatif) : Instrument de politique monétaire par l'intermédiaire duquel la banque centrale acquiert des actifs, par exemple des obligations, afin d'injecter des liquidités dans l'économie.

SAFE (« Security Action For Europe ») : est un programme européen doté de 150 milliards d'euros visant à faciliter les achats d'armement en commun par les États membres de l'UE. Il fait partie d'un plan plus large de réarmement du continent, présenté par la Commission européenne, qui vise à mobiliser jusqu'à 800 milliards d'euros.

SEC (Securities and Exchange Commission) : Organisme fédéral américain indépendant en charge du bon fonctionnement des marchés financiers.

Spread (pour Spread de crédit) : Correspond à l'écart entre deux actifs, généralement entre les taux d'intérêt, par exemple entre le taux d'une obligation d'entreprise et celui d'une obligation d'État.

Stagflation : La *stagflation* désigne une situation dans laquelle une inflation élevée coexiste avec une stagnation de la production économique.

Taux swap d'inflation 5 ans dans 5 ans : Mesure du marché de ce que seront les anticipations d'inflation à cinq ans dans cinq ans. Il donne une fenêtre sur la façon dont les anticipations d'inflation peuvent changer à l'avenir.

Value : Le style *Value* désigne des entreprises qui se négocient avec une décote par rapport à leurs fondamentaux. Les actions *Value* se caractérisent par un rendement du dividende élevé et de faibles ratios cours/valeur comptable et cours/bénéfices.

VIX : Indice de volatilité implicite de l'indice S&P 500. Il mesure les anticipations des opérateurs sur la volatilité à 30 jours sur la base des options contractées sur l'indice.

Ce document intitulé « Monthly House View » (la « Brochure ») est publié exclusivement à titre de communication marketing.

Les langues dans lesquelles la Brochure est rédigée font partie des langues de travail d'Indosuez Wealth Management.

Les informations publiées dans la Brochure n'ont pas été revues ni soumises à l'approbation ou l'autorisation d'une quelconque autorité de régulation ou de marché dans aucune juridiction.

La Brochure n'est pas pensée pour, ou destinée à des personnes d'un pays en particulier.

La Brochure n'est pas destinée à des personnes citoyennes, domiciliées ou résidentes d'un pays ou d'une juridiction dans lesquels sa distribution, sa publication, sa disponibilité ou son utilisation contreviendraient aux lois ou réglementations applicables.

Le présent document ne constitue ni ne contient une offre ou une invitation à acheter ou à vendre un instrument et/ou un service financier, quel qu'il soit. De même, il ne constitue en aucune manière un conseil ou une recommandation de stratégie, d'investissement ou de désinvestissement personnalisé ou général, ni un conseil juridique ou fiscal, un conseil en matière d'audit ou tout autre conseil de nature professionnelle. En aucun cas ce document n'affirme qu'un investissement ou une stratégie est adapté et approprié à une situation individuelle ou qu'un investissement ou une stratégie constitue un conseil en investissement personnalisé pour un investisseur.

Sauf indication contraire, la date pertinente dans ce document est la date d'édition mentionnée à la dernière page du présent avertissement. Les informations contenues dans le présent document sont fondées sur des sources considérées comme fiables. Nous faisons de notre mieux pour assurer l'actualité, l'exactitude et l'exhaustivité des informations contenues dans ce document. Toutes les informations, ainsi que tous les prix, valorisations de marché et calculs indiqués dans le présent document sont susceptibles d'être modifiés sans préavis. Les prix et les performances passés ne préjugent pas nécessairement des prix et des performances futurs.

Les risques incluent, entre autres, les risques politiques, les risques de crédit, les risques de change, les risques économiques et les risques de marché. Avant toute transaction, vous devez consulter votre conseiller et, si nécessaire, obtenir l'avis d'un conseiller professionnel indépendant concernant les risques et toutes les conséquences juridiques, réglementaires, fiscales comptables et de crédit. Nous vous recommandons de contacter vos conseillers habituels afin de prendre vos décisions de manière indépendante, à la lumière de votre situation financière et de vos connaissances et expérience financières.

Les taux de change sont susceptibles d'affecter négativement la valeur, le prix ou les revenus de l'investissement après conversion dans la monnaie de référence de l'investisseur.

CA Indosuez, société de droit français, maison mère de l'activité de gestion de fortune du groupe Crédit Agricole, et ses filiales ou entités apparentées, à savoir CA Indosuez (Switzerland) SA, CA Indosuez Wealth (Europe), CFM Indosuez Wealth, leurs filiales, succursales et bureaux de représentation respectifs, quel que soit leur lieu d'implantation, exercent leurs activités sous la marque unique Indosuez Wealth Management. Chacune des filiales, leurs propres filiales, succursales et bureaux de représentation, ainsi que chacune des autres entités de Indosuez Wealth Management sont désignées individuellement par l'« Entité » et collectivement par les « Entités ».

Les Entités ou leurs actionnaires et plus généralement les entreprises du groupe Crédit Agricole (le Groupe) ainsi que, respectivement, leurs mandataires sociaux, dirigeants ou employés peuvent, en leur nom personnel ou au nom et pour le compte de tiers, réaliser des transactions sur les instruments financiers présentés dans la Brochure, détenir d'autres instruments financiers liés à l'émetteur ou au garant de ces instruments financiers, ou fournir ou chercher à fournir des services concernant les titres, des services financiers ou tout autre type de service pour ou à partir des Entités. Lorsqu'une Entité et/ou une entité du Groupe Crédit Agricole agit en tant que conseiller et/ou gérant, administrateur, distributeur ou agent de placement pour certains produits ou services mentionnés dans la Brochure, ou exécute d'autres services dans lesquels une Entité ou le Groupe Crédit Agricole détient ou est susceptible de détenir un intérêt direct ou indirect, votre Entité accorde la priorité à l'intérêt de l'investisseur.

Certains investissements, produits et services, y compris la garde des titres, peuvent être soumis à des restrictions légales et réglementaires ou ne pas être disponibles dans le monde entier sans restriction, compte tenu de la législation de votre pays d'origine, de votre pays de résidence ou de tout autre pays avec lequel vous pourriez avoir des liens. En particulier, les produits et services présentés dans la Brochure ne sont pas destinés aux résidents des États-Unis et du Canada. Ces produits ou services peuvent être fournis par les Entités selon leurs prix et conditions contractuels, conformément aux lois et réglementations applicables et sous réserve de leur licence. Ils peuvent être modifiés ou retirés à tout moment sans notification.

Veuillez contacter votre chargé de relations clientèle pour plus d'informations.

Chaque entité met la Brochure à la disposition de ses clients conformément aux réglementations applicables :

- **en France** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez, société anonyme au capital de 853 571 130 euros, maison mère du groupe Indosuez et établissement bancaire de plein exercice agréé pour la fourniture de services d'investissement et l'activité de courtage en assurance, dont le siège social est situé 17, rue du Docteur Lancereaux, 75008 Paris, France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 572 171 635 (numéro individuel d'identification d'assujetti TVA : FR 075 72 17 16 35);
- **au Luxembourg** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez Wealth (Europe), une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 39 allée Scheffer L-2520 Luxembourg, inscrite au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro B91.986 et bénéficiant du statut d'établissement de crédit agréé établi au Luxembourg et contrôlé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF);

- **en Espagne** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez Wealth (Europe) Sucursal en Espana, supervisée par le Banco de Espana (www.bde.es) et la Commission nationale espagnole du marché des valeurs mobilières (Comisión Nacional del Mercado de Valores, CNMV, www.cnmv.es), une succursale de CA Indosuez Wealth (Europe). Adresse : Paseo de la Castellana numero 1, 28046 Madrid (Espagne), enregistrée auprès de la Banque d'Espagne sous le numéro 1545. Enregistrée au Registre du commerce et des sociétés de Madrid sous le numéro T 30.176,F 1,S 8, H M-543170, CIF ;

- **en Italie** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez Wealth (Europe), succursale d'Italie basée à Piazza Cavour 2, 20121 Milan, Italie, inscrite au Registre des Banques no. 8097, code fiscal et numéro d'enregistrement au Registre du Commerce de Milan, Monza Brianza et Lodi n. 97902220157 ;

- **au Portugal** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez Wealth (Europe), Sucursal em Portugal basée à Avenida da Liberdade, 190, 2.º B - 1250-147 Lisboa, Portugal, inscrite à la Banque du Portugal sous le numéro 282, code fiscal 980814227 ;

- **en Belgique** : la Brochure est distribuée par la Banque Degroof Petercam SA, située Rue de l'Industrie 44 B-1040 Bruxelles, Belgique, enregistrée au Registre des Entreprises sous le numéro 0403 212 172, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises (base de données des entreprises belges) sous le numéro de TVA BE 0403 212 172 (RPM Bruxelles) ;

- **au sein de l'Union européenne** : la Brochure peut être distribuée par les entités Indosuez Wealth Management autorisées dans le cadre de la Libre circulation des services ;

- **à Monaco** : la Brochure est distribuée par CFM Indosuez Wealth, 11, Boulevard Albert 1er - 98 000 Monaco, enregistrée au Registre de l'Industrie et du commerce de Monaco sous le numéro 56S00341, agrément : EC/2012-08 ;

- **en Suisse** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez (Switzerland) SA, Quai Général-Guisan 4, 1204 Genève et par CA Indosuez Finanziaria SA, Via F. Pelli 3, 6900 Lugano, ainsi que par leurs succursales et/ou agences suisses. La Brochure est un document marketing et ne constitue pas le produit d'une analyse financière au sens des directives de l'Association suisse des banquiers (ASB) concernant l'indépendance des analyses financières au sens de la loi suisse. En conséquence, ces directives ne sont pas applicables à la Brochure ;

- **dans la Région administrative spéciale de Hong Kong** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez (Switzerland) SA, Hong Kong Branch, Suite 2918, Two Pacific Place - 88 Queensway - Hong Kong. Aucune information contenue dans la Brochure ne constitue une recommandation d'investissement. La Brochure n'a pas été soumise à l'avis de la Securities and Futures Commission (SFC) ou de toute autre autorité réglementaire à Hong Kong. La Brochure et les produits qu'elle peut mentionner n'ont pas été autorisés par la SFC au sens des sections 103, 104, 104A ou 105 de l'Ordonnance sur les titres et les contrats à terme (Cap. 571)(SFO) ;

- **à Singapour** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez (Switzerland) SA, Singapore Branch, 2 Central Boulevard, West Tower #12-02, 101 Central Boulevard Towers, 018916 Singapour. À Singapour, la Brochure est destinée exclusivement aux investisseurs qualifiés, investisseurs institutionnels ou investisseurs experts au sens de la Loi sur les titres et les contrats à terme de Singapour 2001. Pour toute question concernant la Brochure, les destinataires de Singapour peuvent contacter CA Indosuez (Switzerland) SA, Singapore Branch ;

- **au DIFC** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez (Suisse) SA, DIFC Branch, Al Fattan Currency House, Tower 2 - Level 23 Unit 4 DIFC PO Box 507232 Dubai - UAE, une société réglementée par la Dubai Financial Services Authority (« DFSA »). La présente Brochure est uniquement destinée aux clients professionnels et/ou contreparties de marché. Aucune autre personne ne doit agir sur la base de celle-ci. Les produits ou services financiers dont il est question dans la présente Brochure seront uniquement mis à disposition des clients satisfaisant les critères de la DFSA relatifs aux clients professionnels et/ou aux contreparties de marché. La présente Brochure est fournie exclusivement à titre d'information. Elle ne doit pas être interprétée comme une offre d'achat ou de vente ou la sollicitation d'une offre d'achat ou de vente d'un quelconque instrument financier ou de participation à une stratégie de négociation en particulier dans toute juridiction ;

- **aux EAU** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez (Switzerland) SA, Abu Dhabi Representative Office, Zayed - The 1st Street- Nayel & Bin Harmal Tower, 5th Floor office 504, P.O. Box 44836 Abu Dhabi, Émirats arabes unis. CA Indosuez (Switzerland) SA conduit ses activités aux Émirats arabes unis (EAU) via son bureau de représentation, placé sous le contrôle de la Banque Centrale des EAU Conformément aux règles et réglementations applicables aux EAU, le bureau de représentation de CA Indosuez (Switzerland) SA ne peut exercer aucune activité bancaire. Il est uniquement autorisé à commercialiser et promouvoir les activités et produits de CA Indosuez (Switzerland) SA. La Brochure ne constitue pas une offre destinée à une personne spécifique ou au grand public ni une invitation à soumettre une offre. Elle est distribuée sur une base privée et n'a pas été revue ou approuvée par la Banque Centrale des EAU ou par une autre autorité réglementaire des EAU ;

- **autres pays** : les lois et réglementations des autres pays sont aussi susceptibles de limiter la distribution de cette Brochure. Les personnes en possession de cette publication doivent s'informer sur les éventuelles restrictions légales et les respecter.

La Brochure ne peut être photocopiée, reproduite ou distribuée, en partie ou en totalité, sous quelque forme que ce soit, sans l'accord préalable de votre Banque.

© 2026, CA Indosuez (Switzerland) SA/Tous droits réservés.

Crédits photo : Adobe Stock.

Achevé de rédiger le 20.02.2026.

Présence internationale

NOTRE HISTOIRE

Indosuez Wealth Management est la marque mondiale de gestion de fortune du groupe Crédit Agricole, 10ème banque au monde par le bilan (The Banker 2025).

Depuis plus de 150 ans, Indosuez Wealth Management accompagne des grands clients privés, familles, entrepreneurs et investisseurs professionnels pour la gestion de leur patrimoine privé comme professionnel. La banque propose une approche sur-mesure permettant à chacun de ses clients de préserver et développer son patrimoine au plus près de ses aspirations. Ses équipes proposent un continuum de services et d'offres intégrant conseil, financement, solutions d'investissement, fund servicing, solutions technologiques et bancaires.

Indosuez Wealth Management rassemble plus de 4 300 collaborateurs dans 15 territoires à travers le monde : en Europe (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Monaco et Suisse), en Asie-Pacifique (Hong Kong RAS, Nouvelle-Calédonie et Singapour), et au Moyen-Orient (Abu Dhabi, Dubaï).

Avec 215 milliards d'euros d'actifs clients à fin décembre 2024, Indosuez Wealth Management figure parmi les leaders européens de la gestion de fortune.

Plus d'informations sur <https://ca-indosuez.com/>



INDOSUEZ WEALTH MANAGEMENT

Indosuez Wealth Management s'appuie sur un patrimoine exceptionnellement riche, fondé sur des relations à long terme, une expertise financière et notre réseau financier international :

Asie Pacifique

HONG KONG RAS

Suite 2918, Two Pacific Place - 88 Queensway
Hong Kong
T. +852 37 63 68 68

NOUMÉA

Le Commodore - Promenade Roger Laroque,
Anse Vata
98800 Nouméa - Nouvelle-Calédonie
T. +687 27 88 38

SINGAPOUR

2 Central Boulevard, West Tower #12-02,
101 Central Boulevard Towers,
018916 Singapour
T. +65 64 23 03 25

Europe

BRUXELLES

Rue de l'Industrie 44
1000 Bruxelles - Belgique
T. +32 2 287 91 11

GENÈVE

Quai Général-Guisan 4
1204 Genève - Suisse
T. +41 58 321 90 00

LISBONNE

Avenida da Liberdade, n.º190, 2ºB
1250 - 147 Lisbonne - Portugal
T. +351 211 255 360

LUXEMBOURG

39, Allée Scheffer
L-2520 Luxembourg
T. +352 24 67 1

MADRID

Paseo de la Castellana 1
28046 Madrid - Espagne
T. +34 91 310 99 10

MILAN

Piazza Cavour 2
20121 Milan - Italie
T. +39 02 722 061

MONACO

11, Boulevard Albert 1^{er}
98000 Monaco
T. +377 93 10 20 00

PARIS

17, Rue du Docteur Lancereaux
75008 Paris - France
T. +33 1 40 75 62 62

Moyen-Orient

ABU DHABI

Zayed - The 1st Street -
Nayel & Bin Harmal Tower,
5th Floor office 504
PO Box 44836 Abu Dhabi
T. +971 2 631 24 00

DIFC

Al Fattan Currency House, Tower 2
Level 23 Unit 4 DIFC
PO Box 507232 Dubaï
T. +971 4 350 60 00

